

L'Europe seule — seule l'Europe

Pour un volume dirigé par Michel Wierwoka
en relation avec la campagne de Yannick Jadot
en vue des élections 2017

Bruno Latour

Je pars de l'idée très simple que la mutation climatique et son déni organisent toute la politique contemporaine depuis au moins trois décennies. Cette mutation joue le même rôle que la question sociale et la lutte des classes pendant les deux siècles qui précèdent.

On ne comprend rien à l'explosion des inégalités depuis quarante ans et au grand mouvement de dérégulation qui l'accompagne, si l'on n'admet pas qu'une partie importante des élites mondialisées ont parfaitement compris de quoi il retournait dans les mauvaises nouvelles sur l'état de la planète, telles qu'elles ont commencé à se cristalliser, grâce au travail des scientifiques, au début des années quatre-vingt-dix.

Puisque la menace était réelle, ces élites en ont tiré la conclusion qu'il fallait avoir deux conduites opposées : premièrement, *renoncer* au rêve libéral d'après-guerre d'un monde rendu commun par la modernisation de la planète — séparons-nous donc le plus rapidement possible du reste des habitants auxquels ont avait vendu ce rêve d'universel, par une déréglementation à tout va ; deuxièmement, organiser de façon systématique et sur la longue durée le *déni* de cette mutation écologique qui entraîne désormais ce qu'on appelle le système-terre et pas seulement l'environnement.

(On peut trouver dans l'affaire Exxon-Mobil passant brusquement, au début des années 1990 d'une recherche de pointe en sciences du climat et de la terre, à l'organisation d'un déni de la mutation climatique, un point de repère empirique commode pour situer cette transformation des idéaux libéraux).

Le déni — ce qu'on désigne par un euphémisme le climato-scepticisme — est crucial pour dissimuler ce qu'aurait eu de scandaleux l'aveu public du renoncement à l'idéal d'un monde moderne universel pour tous les habitants. En théorie, rien n'a changé : « Fonçons vers la globalisation ! » En pratique tout a changé : « On ne partage plus rien puisqu'il n'y aura pas de planète assez large pour tout le monde ».

Ce qui rend la situation politique actuelle tellement préoccupante, c'est que ce double mouvement — renoncement et déni — n'est jamais explicité et pourtant c'est un secret de Polichinelle.

Pour le moment, le symptôme que les peuples, un peu partout dans le monde, ont compris qu'ils avaient été *abandonnés* par les élites qui n'ont plus du tout l'intention de partager l'état du monde avec eux, c'est de réclamer à cor et à cri un *retour* aux espaces traditionnels qu'on pourrait appeler prémodernes (ou qui du moins en donnent l'impression). D'où cette ruée étonnante parce que simultanée des Philippines à la France en passant par l'Angleterre, la Hongrie, la Pologne, la Turquie, qu'il n'y a plus de salut que dans le retour aux frontières nationales, aux cultures traditionnelles, au sol archaïque.

Mouvement de fuite que les commentateurs prennent pour du « populisme », mais qui n'est que la réaction assez logique de gens abandonnés en pleine

campagne et qui ont été froidement *trahis* par ceux qui les dirigeaient jusqu'ici vers l'horizon indépassable de la mondialisation.

Nous sommes tous pris au milieu de ce qui ressemble de plus en plus à un début de panique en cas d'incendie dans un théâtre : il y a ceux qui continuent de fuir vers les protections assurées par une explosion inouïe des inégalités — ce qu'on résume par le terme commode du 1% des 1% — et ceux qui fuient à rebours vers la protection, elle tout à fait imaginaire, assurée par les frontières nationales ou ethniques. Au milieu, il y a tous ceux qu'on risque de piétiner...

Là où la situation devient potentiellement tragique, c'est quand un gouvernement tout entier, celui des Etats-Unis, mené par Donald Trump, conjoint dans un même mouvement, premièrement, la fuite en avant vers le profit maximal en abandonnant le reste du monde à son sort (les nouveaux ministres chargés de représenter les « petites gens » sont des milliardaires !); deuxièmement, la fuite en arrière de tout un peuple vers le retour aux catégories nationales et ethniques (« *Make America Great Again* » derrière un mur !); et, enfin troisièmement, le déni explicite de la situation géologique et climatique.

Le trumpisme — si l'on peut utiliser ce terme — est une innovation en politique comme on n'en voit pas souvent qu'il convient de prendre au sérieux. De même que le fascisme avait su, lui aussi, combiner des extrêmes à la totale surprise des politiciens et des commentateurs de l'époque, le trumpisme combine des extrêmes et trompe son monde — au moins pour un temps.

Au lieu d'opposer les deux fuites — vers la globalisation et vers le retour au vieux terrain national — le trumpisme fait comme si on pouvait les fusionner. Fusion qui n'est évidemment possible que si l'existence même de la situation de conflit entre modernisation d'un côté et condition matérielle terrestre de l'autre se trouve dénié. D'où le rôle constitutif du climato-scepticisme, sans cela incompréhensible. (Rappelons que, jusqu'à Clinton, les questions d'environnement, aux Etats Unis, étaient bi-partisanes).

C'est la première fois qu'un mouvement politique est organisé explicitement par et pour des climato-négationnistes. Et l'on comprend bien pourquoi : le manque total de réalisme de la combinaison — des milliardaires entraînant des millions de membres des classes dites moyennes vers le « retour au passé » ! — sauterait aux yeux. L'affaire pour le moment ne tient qu'à condition d'être totalement indifférent à la situation géopolitique.

Inutile de s'indigner que les électeurs trumpistes ne « croient pas aux faits » : ils ne sont pas idiots, c'est, à l'inverse, parce que la situation géopolitique d'ensemble doit être déniée que l'indifférence aux faits devient tellement essentielle. S'il fallait prendre en compte la contradiction massive entre fuite en avant et en arrière, il faudrait se mettre à atterrir ! En ce sens, le trumpisme est le premier gouvernement entièrement écologiste (mais hélas en négatif) !

Si l'année 2017 est celle de tous les dangers, c'est parce que Trump semble propulser les États Unis dans un rêve géopolitique que même les aventuristes du gouvernement de Bush junior ne pouvaient pas imaginer. Comment être réaliste en géo-politique si vous niez la contradiction même entre les conditions matérielles de la dite « géo » et les buts politiques que vous poursuivez ?

Bush junior avait encore dans l'idée de construire un ordre mondial — totalement irréaliste cela va de soi, mais quand même en rapport vague avec des intérêts et des rapports de force. Ce qui est tellement effrayant dans la venue de

Trump au pouvoir, c'est qu'il signale l'abandon par les États Unis de la vocation à organiser un ordre mondial. Qu'attendre d'un président qui tweete que les « Nations Unies ne sont qu'un club de bavards » — ces mêmes Nations Unies pour la construction desquelles tant de ses compatriotes sont morts pendant la guerre ? On doit en conclure qu'il parle de son pays comme Duterte parle des Philippines, May du Royaume Uni, Orban de la Hongrie ou Marine le Pen de la France, et donc qu'il n'y a plus d'intérêt affiché à construire un ordre mondial commun.

En 2017, au moment où la France et l'Allemagne doivent voter dans des élections capitales, l'Europe perd, avec Trump, la protection de ce qu'on pourrait appeler le « parapluie moral » sous lequel elle a vécu depuis la guerre, parapluie au moins aussi important que celui de l'arme nucléaire — et sûrement plus facile à ouvrir.

Ce qui permettait à l'Europe Unie, la plus formidable invention institutionnelle pour dépasser les limites de la souveraineté des États, de ne pas éclater, c'était parce qu'elle participait, avec les États-Unis, à la construction d'un ordre mondial qui la dépassait. Avec l'Amérique, les États européens étaient autre chose que des États. Sans elle, ils ne sont plus que des États — en désaccord sur tout.

Que va faire l'Europe si Trump parle des États-Unis dans le même langage mi-nationaliste mi-maffieux que Duterte ou Beata Szydlo ? Que peut faire l'Europe seule, c'est-à-dire laissée à elle-même ? Sachant ce qui s'est passé depuis Aout 1914, on ne peut que trembler.

Après le Brexit, après Trump, la tendance, la tentation, est évidemment de continuer le démantèlement de toute idée d'ordre mondial. C'est le plus probable. Mais c'est aussi ce contre quoi il est encore possible de lutter. Après tout, l'abandon de l'idée d'un ordre mondial sous l'hégémonie des États Unis est peut-être une chance. Mais c'est une chance uniquement, si c'est la notion d'ordre et de monde que l'on se met à faire varier.

Or, le trumpisme, parce qu'il est tellement extrême, tellement contradictoire, offre exactement le bon chemin — à condition de le prendre à l'envers...
Premièrement : la contradiction entre l'idéal de modernisation et l'état de la planète ne peut pas être niée, elle organise toute la politique ; aviver cette contradiction au lieu de la nier réoriente toutes les positions. Et cela n'a rien à voir avec un intérêt pour « l'écologie » ou une volonté de « protéger la nature ». Il s'agit des conditions concrètes d'existence matérielle de tout un chacun.

Deuxièmement : la fuite en avant opérée depuis trente ans par les dérégulateurs n'est plus compatible avec les idéaux de développement et les appels à la mondialisation ; cette mondialisation-là est terminée, faute de monde ; qu'on le dise enfin clairement. Il n'y pas de monde moderne possible. Ou bien vous avez un monde — et il ne sera pas moderne. Ou vous êtes modernes — mais alors sans monde réel.

Troisièmement : c'est le plus délicat, le plus essentiel aussi pour les élections qui viennent, le mouvement de repli vers la protection des frontières nationales ou ethniques est légitime si l'on considère qu'il n'y a jamais eu d'alternative à la modernisation et que celle-ci a été trahie de l'intérieur par ceux qui en profitaient le plus. Elle est légitime comme réaction, mais elle est folle comme projet politique puisque cette terre nationale, ce sol ethnique, n'existent tout simplement pas.

Si la mondialisation était une utopie — elle était réservée à ceux qui avaient abandonné jusqu'à l'idée de faire monde commun avec les masses —, le doux pays d'autrefois en est une autre. Et, au fond, tout le monde le sait. D'où la question : peut-on reconnaître la légitimité de cette réaction et la canaliser dans la direction, elle parfaitement réaliste, d'un retour au sol, au territoire, à la terre — mais une terre qui n'est plus ni nationale, ni globale ? S'il faut s'allier, c'est avec les « réactionnaires » mais pour aller ailleurs.

La question devient donc celle-ci : l'Europe peut-elle redevenir la *patrie commune* de ceux qui refusent les deux utopies ? Un nouveau sol, aussi concret que ce que l'on cherche dans le pays d'autrefois ; infiniment moins limité que l'espace des frontières nationales ? Après tout, puisque c'est l'Europe qui a imposé au reste du monde cette étrange contradiction entre l'espace mondial et le vieux terroir, n'est-ce pas à elle de résoudre cette contradiction ? Un espace reterritorialisé au point que l'on puisse « Notre mère-patrie, c'est l'Europe » ?

L'Europe est seule, oui, mais seule l'Europe peut nous sauver.